

péenne, un point, cependant, pouvait être considéré comme acquis : c'est qu'elle ne suivrait pas aveuglément ni passivement une agression voulue et dirigée par l'Allemagne. A défaut d'autres indications, une pareille certitude s'imposait par le soin qu'avait pris Bismarck de créer (par exemple avec l'affaire tunisienne) une situation qui devait, croyait-il, mettre la France en conflit direct avec l'Italie. Ce moyen lui avait paru le seul qui fût propre à faire jouer intégralement la Triple-Alliance et à procurer à l'Allemagne, d'une façon tout à fait sûre, le concours de l'Italie au cas d'une guerre avec la France. Ce cas excepté, Bismarck prévoyait que l'Italie se refuserait à entrer dans une guerre offensive déclarée par l'Empire allemand. Il aura, sur ce point, laissé des avertissements d'une éblouissante clarté à ses successeurs. On ne pouvait pas annoncer d'une manière plus positive qu'il ne l'a fait dans ses *Pensées et Souvenirs* que l'Allemagne eût été imprudente de compter absolument et sans condition sur le concours de l'Italie. A son tour, le prince de Bülow, dans sa *Politique allemande*, aura exprimé les mêmes réserves. Toutefois, comme Bismarck encore, l'ancien chancelier de Guillaume II croyait pouvoir se reposer au moins sur la neutralité italienne. « Même si l'Italie »,